

Les Sans-papiers et Migrants de l'Union nationale des Sans-papiers(UNSP)

APPEL à la

MARCHE DU GRAND PARIS

du 7 septembre au 6 octobre 2013

Alors que le gouvernement et le Parlement français préparent, pour la rentrée de septembre, de nouvelles réformes (retraites, justice, lutte contre le chômage et pour l'emploi, chasse à l'évasion fiscale, préparation des municipales ...),

Alors qu'une nouvelle loi sur l'immigration devrait être discutée et votée au Parlement, que le Ministre Manuel Valls parle aujourd'hui de la nécessité d'un « *apaisement* » sur le sujet, répétant en guise de commentaire qu'il était « *très attentif à ce que pensent nos compatriotes en cette période de crise* »*, et que dans le même temps, c'est l'extrême-droite la plus brutale qui sonne en Europe et en France le réveil de la réaction fasciste, xénophobe et raciste...

Le mouvement des Sans-papiers et Migrants ressent le besoin urgent de faire connaître une fois de plus le niveau de ses préoccupations et de ses attentes.

C'est pourquoi, à partir du 7 septembre, il entamera une marche d'un mois en Ile de France pour le droit et l'égalité.

Afin d'être visibles et audibles, nous avons expérimenté depuis plusieurs années la vérité du vieil adage qu'on n'était jamais mieux servi que par soi-même. C'est pourquoi, depuis 1996, avec l'occupation de l'Eglise St Bernard à Paris, en décidant de prendre nos affaires en main, nous, Sans-papiers et Migrants, sommes sortis de la clandestinité et de la peur pour réclamer nos droits fondamentaux. Dans les dernières années, en plus des manifestations hebdomadaires destinées à exiger notre « **droit de cité** », nous avons mené plusieurs campagnes ciblées :

- En mai 2010, ce fut Paris-Nice à pied pour interpeller la Françafrique au Sommet des chefs d'Etat africains,
- En février 2012, notre Caravane au FSM de Dakar apporta notre contribution à la Charte mondiale des Migrants,
- En juin 2012, ce fut notre Marche européenne, qui franchira neuf frontières pour prouver concrètement la liberté de circulation et d'installation, dont nous porterons la revendication auprès du Parlement européen,

* Selon un sondage récent, 69% des français pensent qu'il y a « trop d'immigrés » dans le pays AFP, publié le 17/06/2013 à 09 :14

- Du 19 mars au 2 avril dernier, en compagnie de 15 Sans-papiers, nous avons traversé en bateau la Méditerranée, pour dire au Forum social mondial de Tunis notre conception de ce qui en était le thème central « **la dignité** » ; nous en connaissons un bout sur le sujet ! En réponse, malgré un soutien de principe du Forum social à notre démarche, nous fûmes confrontés à la « Realpolitik » de « l'Europe-forteresse », et renvoyés par la Tunisie interposée, sur les rives italiennes. Bonne leçon qui ne peut que nous encourager, contre vents et marées, à poursuivre résolument notre travail et notre lutte pour convaincre de ce « droit de cité » des Sans-papiers et des Migrants.

Ainsi, cette longue marche pour le droit et l'égalité va se poursuivre cette fois en Ile de France, dans le cadre de ce que désormais l'on nomme « **Le Grand Paris** ». En choisissant ce cadre, nous ne voulons pas simplement tourner autour de la Capitale, mais aussi questionner les pouvoirs en place sur les répercussions que peut avoir sur notre avenir la transformation à l'échelle d'une vingtaine d'années de l'agglomération parisienne en une métropole à dimension européenne et mondiale.

Certes, notre « Grand Paris » ne saurait et ne pourrait être celui de la « *Gouvernance* » à l'œuvre dans cette gigantesque entreprise. Nous l'envisageons nécessairement du point de vue des Précaires que nous sommes, en solidarité avec tous ceux et celles qui sont nos frères et sœurs en « *précarité* », si l'on peut dire. Aussi bien notre Marche délivrera un récit qui veillera à attirer l'attention de tous, et des pouvoirs publics en particulier, sur les interstices, les zones fragiles, les angles morts, les parts d'ombres, les hors-champ, tout ce monde des « *Sans* » que le projet aura négligés, oubliés. Et en premier lieu, puisque nous en avons l'expérience et l'expertise, sur tout ce qui concerne la population immigrée, nombreuse en Ile de France, pour qui nous souhaitons que notre Marche soit l'occasion, lors de notre passage, d'une information précise, d'une réflexion approfondie, d'une mobilisation la plus large possible.

Ce sera bien évidemment aussi le moment pour les Sans-papiers de rappeler et de mettre en débat leurs revendications principales :

- **régularisation de tous les Sans-papiers,**
- **fermeture des centres de rétention,**
- **arrêt des expulsions,**
- **respect du droit d'asile,**
- **promulgation du droit de vote,**
- **reconnaissance de l'égalité entre nationaux et migrants,**
- **liberté de circulation et d'installation...**

La Marche du Grand Paris des Sans-papiers et Migrants sera patiente mais déterminée, joyeuse dans la revendication, **non violente** dans la lutte, sérieuse dans le témoignage et la conviction de lutter pour plus de justice et de liberté. Elle a pour objectifs :

- **Susciter un mois d'information, de discussion et de réflexion** sur le « **droit de cité** » pour les Sans-papiers et Migrants, en s'appuyant sur l'initiative et la mobilisation des collectifs locaux et des associations de chaque département et chaque ville traversés.

- **Exiger l'abrogation de la circulaire de novembre 2012 sur le droit au séjour des étrangers.** Nous, Union Nationale des Sans-Papiers, demandons que soit mise en place une véritable concertation avec le mouvement des sans-papiers et les associations engagées dans la défense des droits des migrants, afin de définir une véritable politique de l'immigration, dans le respect des droits fondamentaux des conventions nationales et internationales.

- **Protester contre le traitement répressif** des Sans-papiers, Roms et demandeurs d'asile, criminalisés sans raison et internés en CRA avant l'expulsion la plus brutale. La Marche sera orchestrée par la demande répétée de la **fermeture de ces centres de rétention**, en réclamant la mise en œuvre de procédures d'examen de la situation de chacun respectant la dignité des personnes.

- **Revendiquer à nouveau le droit de vote pour les étrangers** non-communautaires tant attendu (promesse d'il y a 30 ans de François Mitterrand et non tenue à ce jour), qui serait un premier pas vers une véritable citoyenneté de résidence et qui devrait être l'annonce des bonnes dispositions du gouvernement pour le traitement du droit au séjour des étrangers.

Nous souhaitons recueillir au cours de ce périple la position des municipalités qui nous feront l'honneur de nous recevoir.

- **Encourager toutes les formes de créativité** existantes sur notre parcours à se manifester et à participer à leur manière au passage de la marche (musique, théâtre, slam, projections, danse, contes etc...). Dans cette perspective, il sera précieux d'intéresser centres culturels, maisons de jeunes, associations culturelles, à la préparation d'évènements autour du passage de la Marche. Nous sommes persuadés que la véritable compréhension, le développement constructif, la société qui tient le coup, passent par **la création et la culture**.

- **Commémorer les trente ans de la Marche pour l'Égalité.** C'est dans son héritage que nous nous situons. On peut s'inquiéter du peu de chemin parcouru depuis. Raison de plus pour reprendre à notre tour le « bâton de pèlerin ».